

JO 2024 : les groupes électrogènes mis au ban des stades, une première

ÉNERGIE

Enedis investit 100 millions d'euros pour raccorder les sites olympiques au réseau électrique national.

Sharon Wajsbrot
et Yann Duvert

« Peu de gens le savent, mais un match de foot consomme en moyenne 4.000 litres de gasoil et émet 12 tonnes de CO₂, soit plus qu'un Français, en moyenne, en un an », explique Chloé Mexme, cheffe de projet Jeux Olympiques et Paralympiques chez Enedis. La raison tient, bien sûr, au transport des spectateurs, mais aussi à la consommation des groupes électrogènes qui, aussi surprenant que cela puisse paraître, dans les stades localisés au cœur des grandes villes, restent la norme pour alimenter les grands événements sportifs ou culturels.

« Le sujet est culturel, en particulier pour la télédiffusion. Le modèle américain domine et dans beaucoup de pays la qualité du réseau n'est pas bonne », explique Chloé Mexme. Les JO de Paris 2024 veulent toutefois rompre avec ces habitudes très émettrices en CO₂. Pour ce faire, le comité a missionné Enedis pour engager les grands travaux.

« 100 millions d'euros sont investis sur 8.000 opérations et chantiers. Au total, 42 sites olympiques en France

et 200 fans zones seront raccordés au réseau électrique national ou bénéficieront d'un doublement de ligne ou de travaux de fiabilisation de leur raccordement », détaille Nicolas Perrin, directeur régional d'Enedis à Paris.

Certains sites déjà raccordés, mais pas équipés pour fonctionner sur le réseau électrique national lors de grands événements comme le Stade de France ou encore le Parc des Princes, bénéficieront de ces travaux. Tout comme les sites qui accueillent des événements de façon temporaire, comme la place de la Concorde ou le Trocadéro.

Des « multiprises géantes »

Ces derniers seront équipés de sortes de multiprises géantes, rétractables dans le sol. Enfin, pour les sites mobilisés pour les JO mais qui accueillent peu d'événements en temps normal, les jardins du château de Versailles par exemple, Enedis mettra à disposition ses propres groupes électrogènes électriques, des sortes de grandes batteries au lithium transportables par camion.

Financés par des acteurs privés et publics, comme la Ville de Paris, mais aussi en partie à travers les factures d'électricité des Français qui paient chaque mois « le tarif d'utilisation du réseau public d'électricité », ces investissements – anticipés depuis 2019 – visent à faire évoluer durablement les pratiques. « Techniquement, l'alimentation du réseau est dix fois plus fiable que celle des groupes électrogènes au gasoil. On



Ces Jeux Olympiques de Paris se revendiquent alimentés à 100 % à partir d'électricité renouvelable, en décalage avec l'ambition de relance de l'atome en France. Photo Laurent Grandguillot/RÉA

alimente des hôpitaux et tous les sites sensibles, mais il faut que les pratiques évoluent », estime Chloé Mexme. Elle concède que les festivals commencent à se brancher au réseau tout en gardant néanmoins « leur scène principale sur groupe électrogène ».

Pour le comité d'organisation des JO de Paris 2024, ces travaux sont assortis d'un contrat de partenariat avec la maison mère d'Enedis, le groupe EDF, afin d'assurer un approvisionnement des Jeux avec 100 % d'énergies vertes. Là aussi, c'est une première.

Pour ce faire, EDF a sélectionné huit de ses sites éoliens et solaires répartis partout en France, capa-

bles ensemble de fournir 80 % de la consommation des sites olympiques.

Dispositif innovant

« Nous allons utiliser un dispositif innovant de blockchain afin de tracer heure par heure la concomitance entre la production de ces centrales renouvelables et la consommation des sites olympiques. C'est une première. Les 20 % de consommation qui ne seront pas couverts par ces parcs seront également de l'électricité verte, grâce à l'achat de garanties d'origine renouvelable, sur d'autres centrales », explique Birgit Fratzke-Weiss, directrice commerce chez EDF en Ile-de-France. Autrement

dit, des JO sans... électricité nucléaire (en théorie bien sûr, puisque l'électricité n'est pas tracée dans les réseaux). Ce choix, étonnant compte tenu des ambitions françaises de relance de l'atome, s'explique par le retour en grâce relativement récent des centrales nucléaires.

« Quand on a candidaté en 2015, s'engager sur des Jeux 100 % renouvelables était un élément marquant et engageant, un pari un peu fou », explique François Xavier Bonnaillie, directeur chargé des partenariats au sein comité d'organisation. « On ne pensait pas alors à EDF... » complète-t-il, ni visiblement au nucléaire qui n'était plus du tout à la mode. ■